

**Art. 4.** Het college van burgemeester en schepenen neemt akte van het advies of het ontbreken van advies van het Parkeeragentschap binnen de gestelde termijn en gaat desgevallend over tot het in overeenstemming brengen van de punten vermeld in het in artikel 2 bedoelde advies.

**Art. 5.** § 1. Het advies van het Parkeeragentschap wordt toegevoegd aan de beraadslaging van de gemeenteraad dat het aanvullend retributiereglement goedkeurt.

§ 2. De “gunstige” of “ongunstige” aard van het advies van het Parkeeragentschap en in voorkomend geval de aangebrachte wijzigingen die vereist werden door het advies worden in extenso opgenomen in de beraadslaging.

De vormvereisten bedoeld in de §§ 1 en 2 zijn substantiële vormvereisten waarvan de niet-naleving leidt tot de sancties voorzien in artikels 9 en 10 van de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

**Art. 6.** De Minister bevoegd voor Mobiliteit is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 22 februari 2024.

Voor de Brusselse Hoofdstedelijke Regering,

De Minister-President van de Brusselse  
Hoofdstedelijke Regering,  
R. VERVOORT

De Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering,  
belast met Mobiliteit, Openbare Werken en Verkeersveiligheid,  
E. VAN DEN BRANDT

Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Werk en Beroepsopleiding, Digitalisering, de Plaatselijke Besturen en Dierenwelzijn,

B. CLERFAYT

**Art. 4.** Le Collège des bourgmestre et échevins prend acte de l'avis ou de l'absence d'avis de l'Agence du stationnement dans le délai imparti et procède, le cas échéant, aux mises en conformité pointées dans l'avis visé à l'article 2.

**Art. 5.** § 1<sup>er</sup>. L'avis de l'Agence du stationnement est joint à la délibération du Conseil communal approuvant le règlement-redevance complémentaire.

§ 2. Le caractère « favorable » ou « non favorable » de l'avis de l'Agence du stationnement, le cas échéant les mises en conformité requises par l'avis, figurent in extenso dans la délibération.

Les formalités visées aux § 1<sup>er</sup> et § 2 sont des formalités substantielles dont le non-respect entraîne les sanctions prévues par les articles 9 et 10 de l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale.

**Art. 6.** Le Ministre ayant la Mobilité dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 22 février 2024.

Pour le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale,

Le Ministre-Président du Gouvernement  
de la Région de Bruxelles-Capitale,  
R. VERVOORT

La Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale,  
chargée de la Mobilité, des Travaux publics et de la Sécurité routière,  
E. VAN DEN BRANDT

Le Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale,  
chargé de l'Emploi et de la Formation professionnelle, de la  
Transition numérique, des Pouvoirs locaux et du Bien-être animal,

B. CLERFAYT

## COMMISSION COMMUNAUTAIRE FRANÇAISE

[C – 2024/003907]

### 4 AVRIL 2024. — Décret conjoint de la Communauté française, de la Commission communautaire française et de la Région wallonne, modifiant l'accord de coopération du 30 janvier 2014 entre la Communauté française, la Commission communautaire française et la Région wallonne portant création d'une commission de Déontologie et d'Éthique

L'Assemblée de la Commission communautaire française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>.** Dans l'article 1<sup>er</sup>, § 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup> de l'accord de coopération du 30 janvier 2014 entre la Communauté française, la Commission communautaire française et la Région wallonne portant création d'une commission de Déontologie et d'Éthique, les mots “ décret de la Communauté française du 9 janvier 2003 relatif à la transparence, à l'autonomie et au contrôle des organismes publics, des sociétés de bâtiments scolaires et des sociétés de gestion patrimoniale qui dépendent de la Communauté française » sont remplacés par les mots “ décret de la Communauté française du 5 octobre 2023 relatif à la gouvernance, à la transparence, à l'autonomie et au contrôle des organismes, des sociétés de bâtiments scolaires et des sociétés de gestion patrimoniale qui dépendent de la Communauté française.

**Art. 2.** Dans l'article 1<sup>er</sup>, § 1<sup>er</sup>, 5<sup>o</sup>, du même accord de coopération, les mots “ Commission communautaire commune » sont remplacés par les mots “ Commission communautaire française.

**Art. 3.** Dans l'article 3, § 1<sup>er</sup>, du même accord de coopération, deux nouveaux alinéas, rédigés comme suit sont insérés entre les alinéas 1<sup>er</sup> et 2 :

“ La commission a pour mission de rendre des avis sur une situation particulière de déontologie, d'éthique ou de conflit d'intérêts d'un mandataire public, sur base d'une demande signée par au moins un tiers des membres du Parlement de la Communauté française, de l'Assemblée de la Commission communautaire française ou du Parlement wallon, issus d'au moins deux groupes politiques.

La commission a pour mission de rendre des avis sur une situation particulière de déontologie, d'éthique ou de conflit d'intérêts d'un mandataire public visé à l'article 1<sup>er</sup>, § 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup> à 6<sup>o</sup>, à la demande du Gouvernement de la Communauté française ou du Collège de la Commission communautaire française ou du Gouvernement wallon. ».

**Art. 4.** Dans l'article 3, § 2, alinéa 2 du même accord de coopération, les mots “ à l'exclusion des cas particuliers visant nommément un ou plusieurs mandataires publics, » sont supprimés.

**Art. 5.** L'article 3, § 3 du même accord de coopération est remplacé par ce qui suit :

“ § 3. La Commission a pour mission de formuler des avis ou des recommandations à caractère général, à l'exclusion de cas particuliers visant nommément un ou plusieurs mandataires publics, en matière de déontologie, d'éthique ou de conflit d'intérêts, à la demande motivée de tout mandataire public.

La Commission juge irrecevable toute demande anonyme, non motivée, obscure ou injurieuse. ».

**Art. 6.** Dans l'article 7, § 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, 2<sup>o</sup> et 3<sup>o</sup>, du même accord de coopération, les mots “ cinq ans » sont remplacés par les mots “ trois ans ».

**Art. 7.** Dans l'article 7 du même accord de coopération, le paragraphe 2 est remplacé par ce qui suit :

“ § 2. – La commission compte parmi ses membres six membres répondant aux conditions fixées au § 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, et six membres répondant aux conditions fixées au § 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup> ou 3<sup>o</sup>, dont au moins un répondant aux conditions fixées au § 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, et au moins une répondant aux conditions fixées au § 1<sup>er</sup>, 3<sup>o</sup>. Dans la mesure des candidatures reçues, il est veillé à respecter le principe de la représentation proportionnelle sur l'ensemble des membres visés à l'article 7, § 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup> et 3<sup>o</sup>. ».

**Art. 8.** Dans l'article 12 du même accord de coopération, la dernière phrase est remplacée par ce qui suit :

“ Les avis formulés en vertu de l'article 3, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup> sont présentés dans le rapport d'activités de manière anonyme. ».

**Art. 9.** Dans l'article 13 du même accord de coopération, la phrase “ Ces montants sont indexés. » est remplacée par la phrase “ Ces montants sont liés à l'indice-pivot 101,02 (base 2013) et évoluent de la même manière que celle prévue dans la loi du 2 août 1971 organisant un régime de liaison à l'indice des prix à la consommation, des traitements, salaires, pensions, allocations et subventions à charge du trésor public, de certaines prestations sociales, des limites de rémunération à prendre en considération pour le calcul de certaines cotisations de sécurité sociale des travailleurs ainsi que des obligations imposées en matière sociale aux travailleurs indépendants.

**Art. 10.** Dans l'article 19, § 2, du même accord de coopération, le paragraphe 2 est remplacé par ce qui suit :

“ § 2. – Les avis sont communiqués par pli recommandé au mandataire public concerné ou au membre du Gouvernement concerné. Le cas échéant, les avis sont communiqués par pli recommandé au Parlement qui a demandé l'avis, ou au Gouvernement qui a demandé l'avis ou au mandataire public, qui a demandé l'avis. ».

**Art. 11.** L'article 20 du même accord de coopération contenant les mots “ Le présent accord est conclu pour une durée indéterminée » est renuméroté en article 21.

**Art. 12.** L'article 21 du même accord de coopération est renuméroté en article 22.

**Art. 13.** L'article 22 du même accord de coopération est remplacé par ce qui suit :

“ Art. 23. Les gouvernements de la Communauté française, de l'Assemblée de la Commission communautaire française et de la Région wallonne octroient les crédits nécessaires au fonctionnement de la commission de déontologie et d'éthique, en ce compris celui du personnel assurant son secrétariat, dans les dotations à leur Parlement.

Les crédits sont répartis de la manière suivante :

- 35% à charge du Parlement de la Communauté française ;
- 15% à charge de l'Assemblée de la Commission communautaire française ;
- 50% à charge du Parlement de Wallonie. ».

**Art. 14.** Dans le même accord de coopération, il est inséré un article 24 est rédigé comme suit :

“ Art. 24. – Le siège de la commission est établi au siège du Parlement de la Communauté française.

Le secrétariat de la commission est assuré conjointement par le Parlement de la Communauté française et par le Parlement wallon, selon les modalités fixées par l'accord de coopération visé à l'article 23.

Les réunions de la commission se tiennent dans les locaux du Parlement de la Communauté française, de l'Assemblée de la Commission communautaire française ou du Parlement wallon, selon la décision de la commission. ».

**Art. 15.** Par mesure transitoire et dans le but d'assurer la continuité dans les opérations d'installation de la commission, les candidatures déposées sur base des appels à candidatures publiés en application de l'accord de coopération du 30 janvier 2014 préalablement à l'entrée en vigueur du présent décret conjoint restent pleinement valables, sauf avis contraire des candidats ou non-respect des conditions prévues par la législation.

**Art. 16.** Le présent décret conjoint produit ses effets le jour suivant sa promulgation par la dernière des entités concernées.

Bruxelles, le 4 avril 2024.

Ministre-Présidente du Collège, en charge de la Promotion de la Santé,  
des Familles, du Budget et de la Fonction publique  
B. TRACHTE

#### FRANSE GEMEENSCHAPSCOMMISSIE

[C – 2024/003907]

**4 APRIL 2024. — Gezamenlijk decreet van de Franse Gemeenschap, de Franse Gemeenschapscommissie en het Waalse Gewest tot wijziging van het samenwerkingsakkoord van 30 januari 2014 tussen de Franse Gemeenschap, de Franse Gemeenschapscommissie en het Waalse Gewest houdende oprichting van een Commissie voor Beroepsregels en Ethiek**

De Vergadering van de Franse Gemeenschapscommissie heeft aangenomen en Wij, de Regering, bekrachtigen hetgeen volgt:

**Artikel 1.** In artikel 1, § 1, 2<sup>o</sup>, van het samenwerkingsakkoord van 30 januari 2014 tussen de Franse Gemeenschap, de Franse Gemeenschapscommissie en het Waalse Gewest houdende oprichting van een Commissie voor Beroepsregels en Ethiek, worden de woorden “decreet van de Franse Gemeenschap van 9 januari 2003 betreffende de doorzichtigheid, de autonomie en de controle in verband met de overheidsinstellingen, de maatschappijen voor schoolgebouwen en de maatschappijen voor vermogensbeheer die onder de Franse Gemeenschap ressorteren” vervangen door de woorden “decreet van de Franse Gemeenschap van 5 oktober 2023 betreffende het bestuur, de transparantie, de autonomie en de controle in verband met de instellingen, de maatschappijen voor schoolgebouwen en de maatschappijen voor vermogensbeheer die onder de Franse Gemeenschap ressorteren”.

**Art. 2.** In artikel 1, § 1, 5<sup>o</sup>, van hetzelfde samenwerkingsakkoord worden de woorden “Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie” vervangen door de woorden “Franse Gemeenschapscommissie”.

**Art. 3.** In artikel 3, § 1, van hetzelfde samenwerkingsakkoord worden tussen het eerste en het tweede lid twee nieuwe leden ingevoegd, die luiden als volgt:

“De Commissie heeft als opdracht om adviezen uit te brengen over een specifieke situatie op het vlak van deontologie, ethiek of belangenconflicten van een openbare mandataris, op basis van een verzoek ondertekend door minstens een derde van de leden van het Parlement van de Franse Gemeenschap, de Vergadering van de Franse Gemeenschapscommissie of het Waalse Parlement, uit minstens twee politieke fracties.

De Commissie heeft als opdracht om adviezen uit te brengen over een specifieke situatie op het vlak van deontologie, ethiek of belangenconflicten van een openbare mandataris bedoeld in artikel 1, § 1, 2° tot 6°, op verzoek van de Regering van de Franse Gemeenschap, het College van de Franse Gemeenschapscommissie of de Waalse Regering.”.

**Art. 4.** In artikel 3, § 2, tweede lid, van hetzelfde samenwerkingsakkoord worden de woorden “behalve in specifieke gevallen die met name één of meer openbare mandatarissen betreffen,” geschrapt.

**Art. 5.** Artikel 3, § 3, van hetzelfde samenwerkingsakkoord wordt vervangen door wat volgt:

“§ 3. De Commissie heeft als opdracht om op een met redenen omkleed verzoek van een openbare mandataris algemene adviezen of aanbevelingen te formuleren, behalve in specifieke gevallen waarbij een of meer openbare mandatarissen met naam en toenaam betrokken zijn, op het vlak van deontologie, ethiek en belangenconflicten.

De Commissie beschouwt elk anoniem, ongemotiveerd, onduidelijk of beledigend verzoek als niet-ontvankelijk.”.

**Art. 6.** In artikel 7, § 1, 1°, 2° en 3°, van hetzelfde samenwerkingsakkoord worden de woorden “vijf jaar” vervangen door de woorden “drie jaar”.

**Art. 7.** In artikel 7 van hetzelfde samenwerkingsakkoord wordt paragraaf 2 vervangen door wat volgt:

“§ 2. – De Commissie telt onder haar leden zes leden die voldoen aan de voorwaarden bepaald in § 1, 1°, en zes leden die voldoen aan de voorwaarden bepaald in § 1, 2° of 3°, waaronder ten minste één lid dat voldoet aan de voorwaarden bepaald in § 1, 2°, en ten minste één lid dat voldoet aan de voorwaarden bepaald in § 1, 3°. Bij de ontvangen kandidaturen wordt toegezien op de naleving van het beginsel van evenredige vertegenwoordiging voor alle leden bedoeld in artikel 7, § 1, 2° en 3°.”.

**Art. 8.** In artikel 12 van hetzelfde samenwerkingsakkoord wordt de laatste zin vervangen door wat volgt:

“De adviezen geformuleerd overeenkomstig artikel 3, § 1, eerste lid, worden in het activiteitenverslag anoniem weergegeven.”.

**Art. 9.** In artikel 13 van hetzelfde samenwerkingsakkoord wordt de zin “Die bedragen worden geïndexeerd.” vervangen door de zin “Die bedragen zijn gekoppeld aan de spilindex 101,02 (basis 2013) en evolueren op dezelfde manier als bepaald in de wet van 2 augustus 1971 houdende inrichting van een stelsel waarbij de wedden, lonen, pensioenen, toelagen en tegemoetkomingen ten laste van de openbare schatkist, sommige sociale uitkeringen, de bezoldigingsgrenzen waarmee rekening dient gehouden bij de berekening van sommige bijdragen van de sociale zekerheid der arbeiders, alsmede de verplichtingen op sociaal gebied opgelegd aan de zelfstandigen, aan het indexcijfer van de consumptieprijzen worden gekoppeld.”.

**Art. 10.** In artikel 19, § 2, van hetzelfde samenwerkingsakkoord wordt paragraaf 2 vervangen door wat volgt:

“§ 2. – De adviezen worden per aangetekend schrijven meegedeeld aan de betrokken openbare mandataris of aan het betrokken lid van de Regering. In voorkomend geval worden de adviezen per aangetekend schrijven meegedeeld aan het Parlement dat het advies heeft gevraagd, of aan de Regering die het advies heeft gevraagd of aan de openbare mandataris die het advies heeft gevraagd.”.

**Art. 11.** Artikel 20 van hetzelfde samenwerkingsakkoord dat de zin “Dit akkoord wordt voor een onbepaalde duur gesloten.” bevat, wordt hernoemd tot artikel 21.

**Art. 12.** Artikel 21 van dezelfde samenwerkingsovereenkomst wordt hernoemd tot artikel 22.

**Art. 13.** Artikel 22 van hetzelfde samenwerkingsakkoord wordt vervangen door wat volgt:

“Art. 23. De regeringen van de Franse Gemeenschap, van de Vergadering van de Franse Gemeenschapscommissie en van het Waalse Gewest verlenen de nodige kredieten voor de werking van de Commissie voor Beroepsregels en Ethiek, inclusief die van het personeel dat haar secretariaat waarneemt, in de dotaties aan hun Parlement.

De kredieten worden als volgt verdeeld:

- 35% ten laste van het Parlement van de Franse Gemeenschap;
- 15% ten laste van de Vergadering van de Franse Gemeenschapscommissie;
- 50% ten laste van het Waalse Parlement.”.

**Art. 14.** In hetzelfde samenwerkingsakkoord wordt een artikel 24 ingevoegd, dat luidt als volgt:

“Art. 24. – De zetel van de Commissie is gevestigd op de zetel van het Parlement van de Franse Gemeenschap.

Het secretariaat van de Commissie wordt gezamenlijk waargenomen door het Parlement van de Franse Gemeenschap en het Waalse Parlement, volgens de nadere regels die zijn vastgelegd in het samenwerkingsakkoord bedoeld in artikel 23.

De vergaderingen van de Commissie worden gehouden in de lokalen van het Parlement van de Franse Gemeenschap, van de Vergadering van de Franse Gemeenschapscommissie of van het Waalse Parlement, afhankelijk van de beslissing van de Commissie.”.

**Art. 15.** Bij wijze van overgangsmaatregel en om de continuïteit van de installatieactiviteiten van de Commissie te garanderen, blijven de kandidaturen die zijn ingediend op basis van de oproepen tot kandidaten die overeenkomstig het samenwerkingsakkoord van 30 januari 2014 vóór de inwerkingtreding van dit gezamenlijk decreet zijn gepubliceerd, volledig geldig, tenzij anders vermeld door de kandidaten of niet-naleving van de voorwaarden van de wetgeving.

**Art. 16.** Dit gezamenlijk decreet treedt in werking op de dag die volgt op de bekendmaking ervan door de laatste van de betrokken entiteiten.

Brussel, 4 april 2024.

Minister-voorzitster van het College, bevoegd voor Gezondheidsbevordering,  
Gezin, Begroting en Openbaar Ambt

B. TRACHTE